

Le pouvoir aux travailleurs

10 JUILLET 1994

N° 20

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LE MAL, C'EST LE CAPITALISME, ET NON LA CROISSANCE DE LA POPULATION ..	2 - 3
<u>COTE D'IVOIRE:</u>	
- LE GOUVERNEMENT VOLE ENCORE LES PRODUCTEURS DE CAFÉ	4 - 5
- TRAVAILLEURS ET RETRAITÉS DE LA SOTRA, MÊME COMBAT! ...	5 - 6
- COUP DE COLERE DES EMPLOYÉS DE MERCEDES	6 - 7
- LA POLICE SEME LA TERREUR DANS LES QUARTIERS PAUVRES ..	7 - 8
- A PROPOS DE LA TRANSFORMATION DU RDR EN UN PARTI	8 - 10
<u>RWANDA:</u>	
- DERRIERE LA FACADE HUMANITAIRE, C'EST UNE INTERVENTION COLONIALISTE ...	10 - 11

LE MAL, C'EST LE CAPITALISME, ET NON LA CROISSANCE DE LA POPULATION!

Le 11 juillet, sur l'invitation du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), plus de cent pays ont célébré la journée mondiale de la population, la cinquième du genre depuis sa proclamation. Le but de cette "journée" est de sensibiliser les populations sur la nécessité de contrôler les naissances (actuellement de 255.000 par jour) afin de freiner la "démographie galopante" qui constituerait un terrible "danger".

Comme cela est leur rôle, la presse écrite (toutes tendances confondues) et la presse parlée ont gravement expliqué que la population, surtout celle des pays pauvres, augmente beaucoup plus vite que les ressources disponibles. Cela serait une catastrophe, une "bombe à retardement", non seulement parce qu'il n'y aurait plus assez de nourriture pour tout le monde, mais aussi parce que cela entraînerait une destruction de l'environnement.

Ainsi, par exemple, le quotidien La Voie (proche du FPI) s'est alarmé au sujet de la Côte d'Ivoire : "1994 : 12 millions d'habitants. A l'horizon 2005, soit dans seulement onze ans, ces mêmes 322.000 km² abriteront plus de... 20 millions d'âmes, nombre qui confinera à plus de 47 millions en 2028". De son côté Fraternité-Matin a ajouté : "Cette croissance rapide entraînerait l'aggravation des difficultés d'accès à l'emploi, de la réduction de la forêt avec pour corollaire l'érosion des terres, des problèmes de scolarisation, d'habitat et de santé".

Pourtant, ce n'est pas forcément dans les pays très peuplés où les populations sont constamment menacées par la famine. Par exemple, la Belgique, qui est un pays riche, compte plus de 300 habitants/km²; alors qu'en Afrique il n'y a que 15 habitants/km², des millions de personnes ont à peine de quoi pour survivre. Il faut donc croire que les maux dont souffre notre société ont d'autres causes qu'une croissance démographique non maîtrisée.

La Côte d'Ivoire et l'ensemble des pays pauvres, bien avant la prétendue démographie galopante, n'ont pas les moyens de permettre à l'écrasante majorité de leurs populations de satisfaire leurs besoins en nourriture, logement, santé et instruction -même élémentaire. C'est depuis longtemps qu'au moins 2/3 de l'humanité n'ont pas accès, ne serait-ce qu'à l'eau potable ni à l'électricité. C'est depuis de nombreuses années qu'une maladie comme le paludisme, qu'on peut guérir à peu de frais- tue chaque année plus d'un million de personnes, rien qu'en Afrique.

Un pays comme la Côte d'Ivoire qui aurait réalisé, dit-on, un "miracle économique", est obligé, à partir des années 80, de se rendre à cette évidence qu'il s'agit en fait d'un mirage économique, qu'il est pauvre et endetté jusqu'au cou, comme les autres pays sous-développés. D'année en année, comme les autres

pays pauvres, la Côte d'Ivoire est obligée d'importer une quantité sans cesse croissante de riz pour se nourrir.

Quant au risque de destruction de l'environnement, celui-ci a été déjà largement détruit, à une époque où la croissance démographique n'inquiétait encore personne. Par exemple, au Gabon et en Côte d'Ivoire, considérés hier encore comme de grands pays forestiers, il n'y a presque plus de forêt. Il suffit de passer près du port d'Abidjan pour savoir qui est à l'origine de cette déforestation. Des centaines de milliers de tonnes de bois ainsi que d'autres richesses traversent régulièrement l'Atlantique pour l'enrichissement des pays d'Occident. Des ressources diverses sont ainsi quotidiennement pillées au profit des pays riches, sans qu'il y ait pour autant la moindre chance de développement pour les pays pauvres.

A cela s'ajoute cette odieuse et permanente escroquerie qui, sous le prétexte de remboursement de dettes, oblige les pays pauvres à se dépouiller de leurs capitaux au profit des pays riches. En effet, chaque année, les pays développés reçoivent des pays pauvres au nom du "service des dettes" trois fois plus qu'ils n'en accordent à ceux-ci sous forme de crédits ou "dons".

C'est dans cette situation scandaleuse et non ailleurs qu'il faut chercher les causes de la famine et de la pauvreté dont souffre la grande majorité de l'humanité. Quand un pays comme les USA, qui ne représentent que 6% de la population mondiale, consomment à eux seuls 35% des ressources du monde, comment s'étonner qu'il n'y ait pas assez de ressources pour tout le monde? Les pays riches constituent le 1/4 de l'humanité, mais consomment - et gaspillent - plus de la moitié de la production alimentaire mondiale!

Une juste répartition des richesses existantes permettrait de nourrir correctement les 5 ou 6 milliards d'êtres humains actuels et d'assurer à tous des conditions de vie décentes. Mieux, en supprimant des dépenses inutiles consacrées à des choses nuisibles et même meurtrières telles que les armes, en utilisant les moyens techniques développés pour transformer par exemple le sahara en terres cultivables, en remplaçant des moyens archaïques de culture par des procédés modernes, bref en employant de façon rationnelle les moyens de production, on pourrait nourrir facilement une population mondiale dix fois plus importante que celle d'aujourd'hui.

Mais si, malgré les richesses énormes accumulées dans les pays riches grâce au pillage et à l'exploitation du monde entier, la société actuelle est incapable de satisfaire les besoins élémentaires de tous ses membres, cela est dû tout simplement au fait qu'elle est organisée dans le seul but de la recherche du profit individuel. Là est le mal auquel il faut mettre un terme en détruisant le capitalisme. Et c'est pour détourner l'attention des travailleurs et des pauvres de ce problème de fond, c'est pour les empêcher d'y réfléchir qu'on met en avant un faux problème: la démographie.

LE GOUVERNEMENT VOLE ENCORE LES PRODUCTEURS DE CAFE

Le ministre ivoirien des matières premières reproche aux paysans cultivateurs de café de ne pas écouler leurs produits sur le marché en constituant des "stocks sauvages". En cette période de remontée du cours du café sur le marché mondial, l'Etat voudrait, en effet, en profiter pour remplir sa caisse tout en payant aux paysans un prix dérisoire pour le produit de leur travail.

En janvier dernier, suite à la dévaluation du F CFA, le gouvernement avait consenti une petite augmentation du prix d'achat du café robusta aux producteurs dont le prix officiel est passé de 170 à 220 F CFA le kilo pour soi-disant compenser les effets néfastes de la dévaluation sur le niveau de vie des petits paysans. Mais cette augmentation est inférieure à la perte due à la dévaluation. D'autant plus que même les prix officiels ne sont pas respectés par les intermédiaires dont la plupart sont de même avec les hauts agents de l'Etat.

Quelques mois après, pour inciter les paysans à ne pas abandonner la culture du café, les autorités ont porté le kilo à 275 FCFA. Et pourtant depuis le 23 mai le cours mondial du robusta est monté à 1300 FCFA le kilo, c'est-à-dire à près de cinq fois le prix d'achat à la production. Un représentant du FMI, de passage à Abidjan, a affirmé que grâce à la taxe à l'exportation du café et du cacao (taxe abandonnée depuis 1989 et rétablie en mars 1994) l'Etat ivoirien empochera une recette

supplémentaire de 180 milliards de FCFA. Une somme dont les paysans ne bénéficieront même pas d'une infime partie.

Ce ministre ne se gêne pas pour oser dire que ce prix dérisoire que l'Etat impose aux paysans est destiné à la mise en place d'un "fond de réserve dit de stabilisation primaire destiné à venir en aide aux paysans en cas de détérioration des prix". On se souvient de la "Caisse de Stabilisation" (la Caistab) qui a sévi durant des années et qui, théoriquement, était destinée à venir en aide aux paysans en cas de chute des prix sur le marché international.

Mais en réalité, c'est une caisse noire pour l'Etat et pour tous les margoulines (à commencer par Houphouët) qui y puisaient dedans. C'est de l'argent qui provenait de l'exploitation des paysans et des ouvriers agricoles. Lorsque les cours mondiaux des prix du café et du cacao ont chuté, la Caistab n'est pas venue en aide aux paysans frappés par la crise. Elle a été tout simplement déclarée en faillite. C'est ainsi que des milliards de francs CFA prélevés sur les achats à prix bas du café et du cacao ont "disparu" (pas pour tout le monde, bien entendu).

Aujourd'hui, alors que le cours du café semble remonter, le gouvernement veut à nouveau rechanter les mérites de la Caistab. Mais cette chanson, les paysans la connaissent.

TRAVAILLEURS ET RETRAITES DE LA SOTRA, MEME COMBAT !

Le 2 juin, un bon nombre des retraités de la Sotra se sont rendus à la direction de cette société pour soutenir leurs porte-parole. Ce jour-là, en effet ceux-ci voulaient voir le nouveau PDG pour discuter de la remise en cause, par son prédécesseur, des cartes de bus auxquelles ont droit les retraités, leurs femmes et enfants scolarisés.

Après au moins 30 ans de travail, la plupart des retraités se retrouvent aujourd'hui avec une pension de 60.000F - tous les trois mois - pour survivre. Même quand ils travaillaient, les salaires suffisaient à peine pour faire face aux problèmes quotidiens de toutes sortes. Il leur donc était bien évidemment impossible de faire des économies, comme cela est d'ailleurs le cas de tous les travailleurs.

Dans ces conditions, donner des cartes de bus aux retraités de la Sotra et leurs familles est la moindre des choses. C'est une nécessité. Car ils en ont bien besoin pour essayer d'avoir un peu d'argent en effectuant de petits travaux de gauche à droite. Quand un travailleur est à la retraite, sa femme continue bien entendu à faire, par exemple, le petit commerce. Ne pas donner à celle-ci la carte de bus, c'est mettre fin à une activité qui est en fait la principale source de revenus.

Quant aux enfants, s'ils sont quatre ou cinq à aller à

l'école, ils ne peuvent plus y aller s'ils ne bénéficient plus des cartes de bus. Les prix de cinq cartes de bus, même aux tarifs scolaires (3.000F) correspondent, en trois mois, presque à une pension de 60.000F. Faut-il se priver de nourriture, sans parler d'autres besoins élémentaires, pour que les enfants aillent à l'école? Le PDG de la Sotra et les riches en général ne se posent pas ce genre de question. Cela ne leur vient même pas à l'esprit, car eux, leurs maîtresses, leurs femmes et leurs enfants se déplacent dans des voitures de luxe.

Un retraité s'est indigné avec raison : "Ils donnent les cartes de bus à leurs amis, à leurs bonnes... pourquoi pas à nous les retraités"? Eh oui, les dirigeants de la Sotra donnent des cartes de bus à ceux qui n'ont en rien contribué à l'enrichissement de la société, enrichissement dont ils profitent largement en s'octroyant des salaires très élevés, en puisant parfois des sommes énormes noyées dans les frais généraux ou en les détournant simplement. Ils donnent les cartes de bus à leurs amis parce que ceux-ci font partie de leur monde - celui des riches. Quant à leurs bonnes, ils leur donnent ces cartes, probablement pour n'avoir pas à leur payer des salaires. Comme tous les patrons, ces gens voudraient, au fond, que leurs employés travaillent gratuitement pour

eux. C'est pourquoi ils s'arrangent toujours pour ne pas payer de salaires, chaque fois que cela est possible.

Pour vivre dans le luxe, les riches ont besoin d'exploiter au maximum les travailleurs. Et retirer aux retraités de la Sotra ce petit avantage social consistant à leur donner des cartes de bus procède de cette exploitation. Les retraités ont raison de refuser cette injustice. Ils ont raison de se

battre pour maintenir ce qui est un acquis -si petit fût-il. Pour faire aboutir cette revendication qui est aussi celle de leurs camarades qui travaillent encore, puisqu'ils sont les retraités de demain, il faut une solidarité effective de ceux-ci, d'autant plus que c'est eux qui peuvent jouer un rôle actif pour obliger le PDG à céder. Le dossier est à l'étude, paraît-il. Pour une conclusion satisfaisante, la mobilisation de tous est nécessaire.

COUP DE COLERE DES EMPLOYES DE MERCEDES

Quand on a affaire à une société dont le nom est synonyme de richesse et de luxe, on pourrait penser que ceux qui, par leur travail à un niveau ou un autre, font la prospérité de celle-ci en profitent un peu. Mais cela n'est pas du tout le cas, comme l'ont montré, le 22 juin, par un arrêt de travail de quatre heures reconductible, les 170 employés de la société STAR AUTO, concessionnaire de MERCEDES à Abidjan.

Par cet arrêt de travail, les employés de Star Auto ont protesté contre la mort "accidentelle" d'un de leurs camarades. En effet, deux jours plus tôt, celui-ci avait besoin de 200.000F pour assurer les dépenses occasionnées par la mort d'un de ses parents. Il est donc allé voir la direction de son entreprise, qui ne lui a accordé qu'un prêt de 90.000F. Sur le chemin du retour, déçu par l'incompréhension de la

direction, accablé et impuissant, il a été écrasé par un chauffard.

La direction de la Star Auto était incapable de comprendre que si ce travailleur n'avait pas les moyens de faire face aux moindres dépenses imprévues, c'est parce qu'il avait un salaire très bas et que faire des économies dans ces conditions relèverait d'un miracle. L'indifférence criminelle de la direction a révolté à juste titre les employés qui ont exprimé leur colère par un arrêt de travail.

Mais en fait, les causes de leur mécontentement sont plus générales et la mort de leur camarade a joué le rôle de détonateur. C'est ainsi qu'ils ont revendiqué, entre autres, une augmentation des salaires, le paiement de l'acompte, la "prise en charge de 80% de la prime d'assurances",

l'approvisionnement de l'infirmierie en médicaments de première nécessité, etc.

vivent au-dessus de leurs moyens.

Que des travailleurs en soit réduit à revendiquer par exemple le rétablissement du paiement de l'acompte est un comble, puisqu'il s'agit de leurs salaires. Mais le directeur financier, dans sa grande générosité, explique que "la suppression de l'acompte est un moyen de préserver le salaire mensuel des travailleurs parce qu'ils ont des endettements qui dépassent leur capacité de remboursement"; et il ajoute que "certains employés percevaient une enveloppe mensuelle de 5F". En d'autres termes, pour le directeur, s'il ne restait rien aux travailleurs après le versement de l'acompte, ce n'est parce que leurs salaires sont insuffisants, mais parce qu'ils

L'attitude de ce directeur financier peut paraître cynique. Mais suivant sa logique, il a presque raison. Quand on est, comme lui, grassement payé et qu'on a une villa climatisée comme logement de fonction et une mercedes comme voiture de fonction, a-t-on besoin d'un acompte pour finir le mois ? Notre logique, à nous travailleurs, est celle des fins de mois difficiles. Elle est opposée à celle des patrons et ils sont incapables de la comprendre, parce qu'ils ne la vivent pas. Il faut les obliger à la respecter en défendant nos droits. Par la lutte. Et l'arrêt de travail de quatre heures, qui a eu lieu la semaine dernière n'était peut-être qu'un début.

LA POLICE SEME LA TERREUR DANS LES QUARTIERS PAUVRES

La SAVAC (Section Anti-vol et Anti-criminelle), une police dite d'"élite", spécialisée dans une prétendue lutte contre le banditisme, est une véritable bande de criminels légale. Le 15 juin, au quartier populaire de Port-Bouët II, elle a froidement abattu trois jeunes (un élève de 15 ans et deux autres jeunes du même âge à peu près).

SAVAC s'est lancée à la poursuite des trois autres jeunes. Elle a alors remarqué trois jeunes garçons qui étaient en train de manger tranquillement de l'attiéké. Sans sommation, elle a ouvert le feu et a tué les trois jeunes. Un des policiers a affirmé de façon cynique : "Nous les avons surpris assis sur un banc...C'était sans doute pour faire diversion et se donner l'air d'honnêtes citoyens".

Ce jour-là, la SAVAC venait déjà de tuer un jeune qui selon la version de la police (autant dire un mensonge), serait un membre d'une bande de quatre "bandits" qui s'apprêtaient à attaquer un dépôt de boissons. La

Ce n'est pas la première fois que la SAVAC commet ce genre de crime odieux. En 1992, à Vridi, une zone industrielle,

elle avait lâchement assassiné dix jeunes dont une fille. Ils étaient tués tout simplement parce qu'ils étaient des enfants des pauvres. Pour faire croire qu'ils étaient dangereux, la police faisait photographier leurs cadavres avec une arme attribuée à l'un d'eux, alors qu'il s'agissait d'une arme apportée par la police elle-même pour la circonstance. C'était un meurtre prémédité. Celui d'il y a à peine deux semaines a été réédité selon le même scénario.

Il y a quelques années, la population a été invitée à aider la police à lutter contre le "banditisme" pour assurer sa sécurité. Des millions et des millions de francs ont été ainsi collectés. En fait, c'était une escroquerie visant à renforcer la police contre la population elle-même. Nous avons tort de croire aux mensonges des riches et des politiciens à leur service. Demain, ils peuvent par exemple

nous demander de mourir pour la "patrie", alors qu'ils invitent à nous faire tuer pour défendre simplement leurs intérêts.

La SAVAC n'hésite pas à commettre des crimes, parce que non seulement ces crimes ne sont pas punis, mais encore ils rapportent des primes aux assassins en uniforme. Les parasites en uniforme (ou pas), vivent sur le dos des pauvres en les raçonnant ou en se nourrissant de leur sang -au sens propre du mot.

Les autorités laissent faire les forces de l'"ordre", quand elles ne les encouragent pas directement. Car en tuant des pauvres sans raison, en terrorisant les quartiers populaires, ces forces armées espèrent inculquer une peur "salutaire" aux populations pauvres et prévenir toute révolte qui pourrait déstabiliser leur ordre social.

A PROPOS DE LA TRANSFORMATION DU RDR EN UN PARTI

Comme on s'y attendait depuis la fin du dernier congrès du PDCI organisé pour proclamer Bedié président du parti, les soi-disant "rénovateurs" réunis autour de Djény Kobina au sein du RDR (Rassemblement Des Républicains) ont décidé de quitter l'ancien parti unique. Ils ont déposé le statuts de leur partipour obtenir la reconnaissance officielle de celui-ci. Utilisant comme prétexte la manière dont ils avaient été traités lors du dernier congrès -on leur avait

refusé d'intervenir-, Djény Kobina et ses comparses justifient leur décision, entre autres, par le fait que le PDCI n'a pas fait "sa mue", que les structures de ce parti sont monopolisées par un groupe de dirigeants réunis autour de Fologo qui empêchent tout débat démocratique et imposent à l'ensemble du parti une sorte de dictature interne au service du pouvoir de Bedié. Ils accusent aussi la direction actuelle du PDCI de n'avoir pas "un projet de société", etc.

En vérité tous ces arguments ne sont valables que pour divertir et tromper les gens. Car, les Djény Kobina et consorts eux-mêmes, qui ont milité pendant des années au sein du PDCI dont ils sont les purs produits, savent mieux que quiconque que de tout temps il en a toujours été ainsi au sein de ce parti. Du vivant d'Houphouët, c'était ce dernier qui décidait seul de la vie du parti. Le PDCI était son organisation qu'il dirigeait d'une main de fer au service d'un pouvoir quasi personnel fondé sur la dictature du parti unique. Aujourd'hui les Bédié, Fologo et autres ne font que poursuivre cette même politique, en maintenant les traditions de la maison que Djény Kobina et ses amis ont contribué à développer tant à l'intérieur du PDCI que du pays en général. Quant au prétexte selon lequel le PDCI n'a pas de "projet de société", il ne peut que faire sourire, parce que, en effet, on peut se demander si c'est une découverte ou un fait nouveau. Sous le long règne d'Houphouët, dont les Djény Kobina et autres étaient les sous-fifres, le PDCI avait-il un autre projet que celui de permettre à la bourgeoisie de s'enrichir au détriment des masses laborieuses ? N'est-ce pas la même politique que le même parti continue sous la direction de Bédié ?

En fait, les véritables raisons de la décision de Djény Kobina et ses amis de former leur parti sont ailleurs. Elles sont essentiellement liées aux luttes pour le pouvoir que se livrent les différents clans à la tête du PDCI, notamment celui de Bédié et celui de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, qui se disputent le leadership depuis la mort d'Houphouët. Le clan de Bédié leur ayant barré tant le chemin de la présidence de la

République que de la direction du PDCI, Djény Kobina et ses amis, qui ne cachent pas leur sympathie pour Alassane Ouattara et s'affirment même comme des "alassanistes" convaincus, veulent se donner une structure à part, autonome, dans la perspective des grandes échéances électorales, notamment les présidentielles de 95. Ils ont leur candidat : vraisemblablement Alassane Ouattara. Mais il leur manque un parti. Alors en décidant d'en créer un, ils veulent combler cette lacune en mettant au service de leur leader un appareil sur lequel il pourra s'appuyer pour la conquête du pouvoir.

Mais si les amis d'Alassane cherchent à se doter d'un parti, cela ne veut pas dire qu'ils aient autre chose à proposer que la politique au profit des riches qu'ils ont servie des années durant sous le pouvoir d'Houphouët, politique qui a conduit à la situation actuelle. Leur prétendu "projet de société" n'est ni plus ni moins que la politique actuelle de Bédié, qui est la même que celle pratiquée déjà par Alassane quand il était le premier ministre d'Houphouët. La création d'un nouveau parti va tout simplement leur permettre de regrouper autour d'eux les nombreux candidats aux postes ministériels et autres que l'on trouve tant au PDCI que dans le pays, afin de chercher à établir un rapport de force en leur faveur.

Nul ne peut pour le moment dire avec exactitude la suite que prendra la lutte d'influence qui vient d'éclater au grand jour au sein du PDCI. Mais on peut d'ores et déjà supposer que si l'initiative de Djény Kobina et ses comparses n'entraîne pas

de profonds bouleversements au sein du PDCI, elle risque d'apparaître comme un petit événement sans lendemain que le pouvoir traitera avec mépris. Par contre, si, grâce à l'image d'Alassane Ouattara, elle bénéficie d'un vaste soutien de certains notables du PDCI et d'une frange importante de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, le pouvoir ne restera pas sans réagir. Les attaques qu'on enregistre déjà dans la presse gouvernementale contre Djény Kobina et le RDR, combinées aux campagnes menées essentiellement dans les milieux musulmans pour dénigrer l'initiative prise par les amis d'Alassane de créer leur parti, sont autant de signes de ce qui risque d'arriver.

En effet, si demain, à la tête d'un parti issu du RDR, Alassane Ouattara s'engage officiellement dans une lutte pour le pouvoir contre Bédié, il n'est pas exclu que le clan de ce dernier brandisse le spectre du régionalisme et du tribalisme en le présentant comme le représentant des Nordistes et des Musulmans revanchards qui voudraient prendre le pouvoir des mains des Sudistes en général, des Baoulé en particulier. La lutte pour le pouvoir sur un fond de tribalisme comme celle que nous avons connue après la mort

d'Houphouët, opposant déjà le clan Bédié à celui d'Alassane, pourra ressurgir et, peut-être, prendre cette fois-ci une dimension autrement dramatique, basculant le pays dans des déchirements ethniques sans issue pour les pauvres qui seront les principaux perdants, quel que soit le camp qui l'emportera.

S'il est vrai qu'on ne peut qu'émettre des hypothèses pour esquisser l'évolution possible de la lutte actuelle entre les différents clans du PDCI, une chose est sûre cependant : dans ces histoires-là les masses pauvres n'ont rien à faire ou à gagner. Le combat entre le clan Bédié et celui d'Alassane n'est pas le leur. Car, quelle qu'en soit l'issue, le pouvoir qui en sortira, comme par le passé, servira les intérêts des riches, ceux de la bourgeoisie, au détriment des masses pauvres. Pour qu'il y ait un véritable changement mais pour éviter aussi le risque des affrontements ethniques, fratricides et criminels, qui peuvent naître de la lutte pour le pouvoir que se mènent les différents politiciens, il est de l'intérêt des travailleurs, de tous les pauvres, de s'unir, de s'organiser à part pour se défendre collectivement contre tous les riches.

RWANDA :
DERRIERE LA FACADE HUMANITAIRE,
C'EST UNE INTERVENTION
COLONIALISTE

Avec l'aval de cette institution internationale, l'ONU, au service de la bourgeoisie mondiale,

l'impérialisme français vient de déployer 2 500 soldats au Rwanda, avec pour mission "officielle" de porter secours

aux populations en proie à la famine et menacées d'extermination. Une mission à caractère "strictement humanitaire", souligne-t-on à l'Elysée et dans les hautes instances politiques françaises. A l'unisson, les politiciens de la droite comme ceux du parti socialiste chantent l'ultime nécessité d'une intervention française dans ce pays, pour, dit-on, empêcher de nouveaux massacres.

Bien sûr que, pour l'impérialisme français, cette nième intervention en Afrique, elle aussi, c'est pour des raisons humanitaire. Quelle hypocrisie ! Partout dans ce continent, le gouvernement français, s'il y envoie ses troupes, c'est soit pour séparer les belligérants, soit pour évacuer ses "ressortissants" menacés, ou encore pour aider les populations aux abois. Des actes désintéressés, en somme. Pas pour des intérêts bassement matériels. Oh, non.

Et pourtant, ces troupes sont là, notamment au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, au Gabon et au Tchad pour protéger les intérêts bien matériels des capitalistes français; C'est pour permettre aux Lesieur (huile d'arachide), Bouygues (bâtiment), Dassault (armements), à la CFDT (coton) ... de faire des affaires juteuses et de rapatrier capitaux et profits en toute quiétude.

Si l'impérialisme français intervient de nouveau au Rwanda, ce n'est certainement pas pour des "raisons humanitaires". Les troupes françaises étaient déjà

là, au moment des massacres; pire, elles ont aidé aux massacres en armant le dictateur Habyarimana, elles ont aidé à la formation des milices du dictateur, principales responsables des massacres. Voilà les complices des assassins qui, aujourd'hui, veulent qu'on applaudisse leur retour sur le lieu du crime. C'est cette politique criminelle de l'impérialisme français que la meute de journalistes bourgeois à son service cherchent à masquer, en ne parlant abondamment que des massacres "inter-ethniques.

Ce qui est sûr -et c'est le sens de l'opération "turquoise"- c'est que l'impérialisme français ne veut pas être éjecté du Rwanda, qui fait aujourd'hui partie de sa sphère d'influence; il veut s'y maintenir. Le prétexte "humanitaire" lui donne l'occasion de revenir en force, avec les "honneurs", comme des "secouristes" qui se jettent à l'eau pour sauver tout un peuple de la noyade.

Se maintenir dans leur zone d'influence, c'est cela que recherchent les dirigeants de l'impérialisme français. Peu importe qu'on les accuse de sympathie avec les Forces armées gouvernementales, les FAR de l'ancien dictateur assassiné. Leur choix n'est pas définitif; demain ils peuvent faire volte-face pour soutenir les bandes armées du Front patriotique rwandais (FPR).

Les FAR sont finalement mises en déroute. Le FPR s'est emparé du pouvoir. Une nouvelle dictature s'installe.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.